

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

19^{ème} année - N° 3419 - Mercredi 26 Juin 2019 - Prix : 200 Fc

TRANSPORT AÉRIEN

Dépôt de la demande de certification de l'aéroport de Hahaya



Remise de la demande de certification au directeur de l'ANACM

EDUCATION

**Un projet de plan stratégique
de l'université pour
les 10 prochaines années**

LIRE PAGE 3

Visitez le site de la Gazette
www.lagazettedescomores.com

TURKICOM & KARARA GROUP

Votre transporteur maritime, aérien très rapide entre la Turquie et Les Comores
Invitation pour le visa
Nous vous offrons votre séjour de 4 nuits à l'hôtel xxxx
Service d'accompagnement de vos achats si besoin

Contacts: sur what'sup, lmo et mails

Comores: +2693695873
Turquie: +905396640880
France: + 33751599185
kararagroup@gmail.com

Turkicom.Transport@gmail.com

DÉMOGRAPHIE

Des jeunes se préparent pour le sommet de Nairobi en novembre sur la CIPD25

L'année 2019, marque le cinquantième anniversaire de l'UNFPA et le 25e anniversaire de la Conférence Internationale sur la Population et le Développement (CIPD). A cet effet, l'UNFPA en partenariat avec le ministère de la jeunesse et des sports, a organisé un atelier de consultation nationale des jeunes, pour la réalisation du plan d'action de la déclaration d'Addis-Abeba sur la population et le développement.

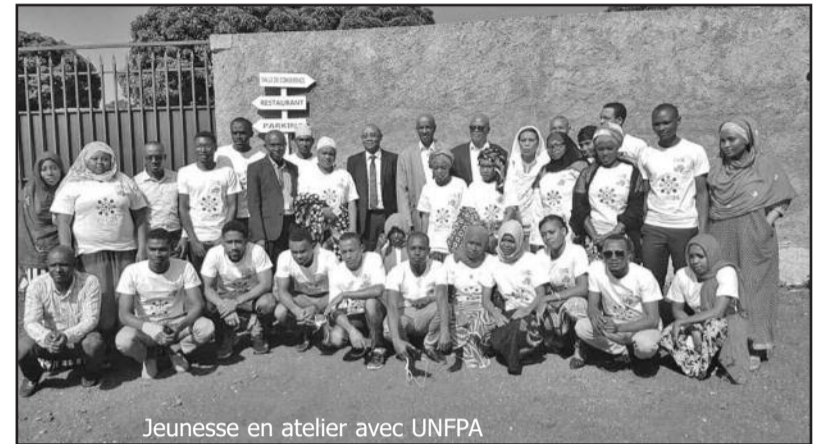
Former et engager 25 jeunes ambassadeurs, pour faire avancer et accélérer le programme d'action de la Conférence Internationale sur la Population et le Développement (CIPD) est l'objectif de ce atelier organisé par l'UNFPA en partenariat avec le ministère de la jeunesse et des sports sur une consultation nationale des jeunes pour la réalisation du plan d'action de la déclaration d'Addis-Abeba sur la population et le développement. « Le bureau de

l'UNFPA Comores, s'est engagé à réaliser des activités sur le terrain avec les partenaires nationaux en vue de la préparation du sommet de Nairobi pour la CIPD25 au mois de novembre, sur la manière de mettre en œuvre le programme d'action de la CIPD25 », a fait savoir Mamadou Boina Maecha, assistant représentant de l'UNFPA.

Cet atelier de consultation nationale de la jeunesse montre bien l'importance que l'UNFPA accorde à la jeunesse comorienne, représentant plus de 60% de la population totale, sur les questions qui la concernent, notamment la réalisation du plan d'action de la déclaration d'Addis-Abeba sur la population et le développement. Selon ce dernier, les deux jours de travaux vont permettre de faire comprendre aux jeunes leur importance dans la réalisation du dividende démographique; initier les jeunes sur les engagements pris lors de la déclaration d'Addis-Abeba sur la population et le développement; collecter l'avis et les propositions des jeunes quant à leurs

perceptions des impacts de la déclaration d'Addis-Abeba à leur égard; permettre aux jeunes d'élaborer et d'adopter leurs engagements pour la réalisation du programme d'action de la CIPD et enfin construire un mouvement de jeunes pour promouvoir le sommet de Nairobi sur la CIPD25.

De son côté, le directeur général de la jeunesse et des sports, représentant du ministère de tutelle, reste convaincu de l'importance significative de l'inclusion des jeunes dans le processus de décision sur les sujets qui les concernent, notamment la santé de la reproduction des adolescents et jeunes. « Aujourd'hui, le monde se prépare pour le sommet de Nairobi en novembre 2019 pour la CIPD25. Vous, qui êtes là, faites 25 ans et vous êtes les ambassadeurs des jeunes comoriens pour cette rencontre historique », dit-il, avant d'ajouter que « cet atelier va vous permettre d'avoir une idée globale sur le dividende



Jeunesse en atelier avec UNFPA

démographique qui est une exigence des pays africains, de prendre de façon urgente et courageuse, des mesures visant à la réalisation de la transition démographique et à la transformation profonde de l'économie pour lui donner la capacité réelle de générer non seulement des emplois décents, mais également des ressources humaines, matérielles, techniques et financières de qualité susceptibles d'induire en

soutenant le développement durable et inclusif ».

A la fin de cet atelier, les jeunes présents seront les ambassadeurs des Comores sur les questions de population et le développement et particulièrement sur la santé sexuelle et reproductive des jeunes et adolescents.

Nassuf Ben Amad

BILAN SEMESTRIEL DES ACCIDENTS DE LA ROUTE

La somnolence au volant, première cause d'accident

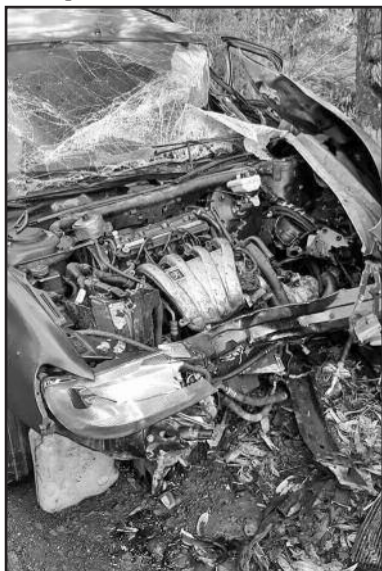
La gendarmerie nationale a rendu public les statistiques des accidents de la route des six premiers mois de l'année sur l'étendu du territoire. Ngazidja enregistre un nombre record avec 46 accidents répertoriés. La somnolence occupe la première place dans la liste des causes de ces drames.

La gendarmerie nationale a recensé 93 accidents de la circulation de janvier à juin 2019. Le constat est sans appel. A la Grande-Comores, le nombre d'accidents s'élève à 46, 34 à Mohéli et 13 à Anjouan. Dans le rapport de la gendarmerie, on a classé les accidents par trois catégories : mortel, corporel et matériel. Au niveau de Ngazidja, où il ne se passe pas une semaine sans que l'on ne recense un accident,

on constate six morts, trente-neuf blessés et un accident matériel. Dans l'île de Ndzuani, en revanche, la situation est moins alarmante : deux accidents mortels et neuf corporels. Un seul accident matériel répertorié. A Mwali, la brigade de Fomboni a recensé 34 accidents dont deux mortels, 19 corporels et 13 matériels. En termes de victimes, le bilan humain en six mois, s'élève à 18 morts dont 12 à Ngazidja. On enregistre six autres décès dans les autres îles. Pour les blessés graves, ils sont une cinquantaine. On dénombre 127, côté blessures légères.

Selon la gendarmerie, le nombre de victimes par tranche d'âge est compris entre 0 à 70 ans. Côté victimes, ce sont les jeunes de 15 à 29 ans qui sont les malchanceux. Ils occupent la première place à Ngazidja avec 49 cas suivis de 31 cas pour les personnes âgées entre 30 à 44 ans. L'heure jugée plus dangereuse, pendant laquelle, les accidents surviennent est l'intervalle qui va de 13h à 18h. Sur les 46 répertoriés à Ngazidja, la somnolence est classée au premier rang avec 14 accidents, suivie de 7 accidents de traversée brusque, 9 accidents causés par la fatigue, 5 accidents en état d'ivresse et 6 par l'excès de vitesse. Les accidents ont été classés par les catégories d'usages impliqués à savoir 3 accidents de Poids lourds, 10 de motos, 21 de promenade, 34 de Taxi, 14 de piéton et 1 seul accident de véhicule administratif.

Kamal Gamal



Accident de la Route



Food and Agriculture Organization
of the United Nations

AVIS D'APPEL D'OFFRES

Dans la nuit du 24 avril 2019, le cyclone tropical Kenneth a frappé les îles Comores générant des vents violents, des pluies importantes et des vagues côtières puissantes. L'évaluation rapide multisectorielle dont les résultats furent disponibles au bout du 3eme jour a indiqué que 345,000 personnes sont finalement affectées, dont 186,900 personnes dans le besoin d'intervention multisectorielle immédiate.

L'objectif global du projet est de contribuer à la réduction de l'insécurité alimentaire et au renforcement de la résilience des 3,149 ménages (15,745 personnes) en difficulté alimentaire dans la zone de priorité niveau 1, qui est composé de 17 Communes intégrant huit (08) districts les plus touchés, à travers des activités de relance agricole pour la période de la contre saison en vue de l'amélioration de la disponibilité des récoltes et des moyens de subsistance des ménages cibles.

A cet effet, la FAO lance l'appel d'offre suivant :

- Activités de transfert monétaire aux ménages vulnérables affectés par le cyclone Kenneth en Union des Comores afin de répondre à leurs besoins de base et protéger leurs moyens d'existence (Relance),

Si vous souhaitez soumettre une offre, assurez-vous d'avoir au moins un enregistrement de base auprès de l'UNGM auprès de la FAO (www.ungm.org) et par la suite répondre aux divers appels d'offres.

La demande de proposition est disponible sur le site UNGM et peut être obtenue en faisant la demande par courrier électronique à l'adresse : FAOMG-Procurement-Unit@fao.org.

Les Partenaires intéressés devront fournir au plus tard le **28 juin 2019 à 12 heures 30**

LES OFFRES NON SOUMISES PAR LE PORTAIL DE L'UNGM SERONT INVALIDÉES.

Antananarivo, le 21 Juin 2019

Patrice TALLA TAKOUKAM
Représentant de la FAO

Représentation de la FAO à Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
159, Route circulaire - B.P. 3971, Antananarivo 101, Madagascar
Tel : (261) 20 22 288 31/22 283 12 - Fax : (261) 20 22 343 88
E-mail : FAO-MG@fao.org - URL : www.fao.org

TRANSPORT AÉRIEN

Dépôt de la demande de certification de l'aéroport de Hahaya

L'Aéroport International Moroni Prince Saïd Ibrahim a déposé hier mardi la demande de certification de son aéroport à l'Agence Nationale de l'Aviation Civile. Par cette occasion, elle a déposé tous les documents notamment le manuel d'aéroport.

Depuis Juin 2018, l'Aéroport Internationale Moroni Prince Saïd Ibrahim (AIMPSI) a transmis à l'Agence Nationale de l'Aviation Civile (ANACM) l'expression d'intérêt pour la certification de l'aéroport. Hier mardi, le directeur général de l'AIMPSI a déposé le formulaire de demande formelle de cer-

tification de l'aérodrome ; un processus qui a commencé depuis 2018. « Beaucoup de travaux ont été faits pour en arriver là. Aujourd'hui, on a déposé les documents et ça sera le tour de l'aviation civile de les examiner et de nous dire ce qui est bon et de ce qui ne l'est pas », avance Yasser Ali Assoumani, le directeur général de l'AIMPSI. Ce dernier montre que son équipe travaille en collaboration avec l'aviation civile pour arriver à la certification de l'aérodrome, qui est avant tout un défi national. « On a pris toutes les dispositions nécessaires pour que nous arrivions à la certification. On n'a pas droit à l'erreur », poursuit-il.

Conformément à la réglementation aéronautique comorienne Numéro 14 (RAC 14), le processus de certification d'aérodrome en Union des Comores comprend cinq phases à savoir l'expression d'intérêt pour un certificat d'aérodrome, demande formelle du certificat d'aérodrome, évaluation des installations et équipements (audit sur site) émission ou refus d'un certificat d'aérodrome et la publication dans l'AIP du statut de l'aérodrome certifié. Pour le directeur de l'aviation civile, la certification est la base de la sécurité aéroportuaire. « La certification est rassurant pour les transporteurs mais aussi pour la sécurité, lance Nassur Ben Ali, le directeur

général de l'ANACM. C'est une manière d'avoir un aéroport qui répond aux normes nationales et internationales ».

Pour avoir la certification, l'ANACM exige des normes à respecter et tout se focalise dans le manuel d'aéroport. Ce dernier contient tous les renseignements utiles de l'aéroport : installations, les services, l'équipement, les procédures d'exploitation, l'organisation et la gestion de l'aérodrome y compris un système de gestion de la sécurité. « Le manuel d'aéroport est organisé de manière à démontrer que l'aérodrome se conforme aux exigences nationales et qu'il n'y a pas de lacu-

nes apparentes qui compromettent la sécurité de l'exploitation aérienne », précise-t-il, avant d'ajouter que « la certification est un processus long. Mais en temps normal, ça prend trois mois. En ce qui nous concerne, on va faire en sorte que ça se termine dans les meilleurs délais tout en respectant la réglementation nationale en vigueur ». Pour rappel, la certification est un défi national pour les pays africains et aujourd'hui, nombreux d'entre eux l'ont déjà fait et d'autres en cours.

Mohamed Youssouf

EDUCATION

Un projet de plan stratégique de l'université pour les 10 prochaines années

Le Président de la République, Azali Assoumani a reçu en audience hier mardi le Président par intérim et administrateur de l'Université des Comores Dr Abdullah Ben Saïd Hassane, accompagné de ses principaux collaborateurs et des représentants du syndicat des enseignants de l'Université. A cette occasion, la délégation a remis au Chef de l'Etat, les documents dans lesquels sont consignés de manière détaillée les réflexions et les actions menées jusqu'à ce jour dont un projet de plan stratégique de l'UDC pour les 10 prochaines années.

Le président de la République a reçu mardi dernier une délégation de l'administration et du Syndicat National des Enseignants de l'Université des Comores (SNEUC). Le président

Azali Assoumani a reçu de la part de la délégation les documents dans lesquels sont consignés de manière détaillée les réflexions et les actions menées jusqu'à ce jour, dans le cadre de l'exécution de la mission confiée par le Chef de l'Etat depuis septembre 2018. L'administrateur de l'Université des Comores a quant à lui présenté un résumé des actions engagées et transmis un rapport exhaustif du séminaire interne sur la réforme de la gouvernance universitaire tenu les 25 et 27 mai 2019, ainsi qu'un ensemble de textes réglementaires révisés et de nouveaux projets de textes élaborés.

« La mission qui était confiée à la commission de gestion a pris fin. La rencontre avec le président de la République était l'occasion pour remettre le travail réalisé depuis les



Délégation de l'Université reçue à Beit Salam

consignes du chef de l'Etat en 2018 », montre le Dr Mohamed Moumine, le secrétaire général du SNEUC. Ce dernier a tenu à saluer le travail accompli par l'administration mais aussi de la confiance du

président de la République. « Après avoir remis au président les documents, ce dernier va les confier à ses juristes et s'y pencher et pouvoir donner une suite après », poursuit-il. Enfin, dans le pli remis en mains

propres au président, on trouve également le projet de plan stratégique de l'Université des Comores pour les 10 prochaines années, un rapport financier contenant les prévisions des dépenses de l'institution jusqu'en octobre 2019 et le budget de l'Université.

De son côté, le président de la République a félicité la délégation pour le travail mené et a promis d'organiser, dans des délais raisonnables, un séminaire sur l'Université. Le locataire de Beit Salam a également insisté sur « le savoir et l'intelligence comme principaux piliers de l'avenir du pays ».

AOY

Session parlementaire : la loi de finances rectificative en suspens

Hier mardi en fin de journée a eu lieu à l'Assemblée Nationale la séance plénière. Sept textes étaient soumis aux

parlementaires parmi lesquels la loi de finances rectificative 2018, la loi portant révision du code de la pêche et de l'aquaculture, la charte africai-

ne des transports maritimes et la loi relative aux dommages dus à la pollution des hydrocarbures.

Bien qu'elles ne soient pas votées à l'unanimité, les sept textes semblaient être intéressants du point de vue économique et social. Par rapport à la loi rectificative du budget 2018, le ministre de l'Intérieur au nom du gouvernement, a rappelé que la loi n'a pas été examinée. « Le Gouvernement prend l'engagement de tout mettre en œuvre pour qu'à l'avenir ces prescriptions constitutionnelles soient scrupuleusement observées », a-t-il dit.

Après une courte pose pour la prière, le député Ali Mhadji a affirmé qu'il ne voterait pas cette loi rectificative. Selon lui, le règlement intérieur ne cesse d'être bafoué. « Si on n'a pas voté, moi en particulier,

ce n'est pas qu'on est contre mais les rapports de commission on nous les a remis à l'entrée de l'hémicycle pourtant la loi exige qu'on nous les remette 72 heures avant la tenue de la séance pour nous permettre de travailler et faire des amendements s'il y a lieu », a-t-il avancé.

Pour le député de Hambou, ces mentalités « doivent cesser ». Concernant la loi rectificative des Finances, le député Mhadji prétend que c'est une suite logique de tout ce qui a été fait jusqu'ici raison pour laquelle il affirme ne pas la voter tout comme d'autres députés de l'opposition. « Je suis convaincu que par rapport à la loi rectificative, il y'a un jeu qui se prépare », a-t-il martelé.

A.O Yazid

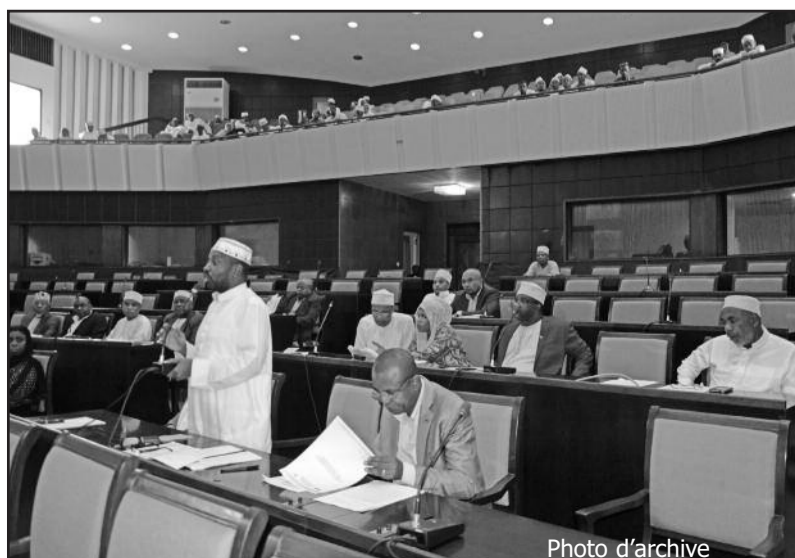


Photo d'archive

La Gazette des Comores

Directeur général

Saïd Omar Allaoui

Directeur de la publication

Elhad Saïd Omar

Rédacteur en chef

Mohamed Youssouf

Rédaction

A. Mmagaza

M.I.M Abdou

A.O. Yazid

Faïza Soule Youssouf

Binti Mhadjou

Nassuf Ben Amad

Kamal Gamal Abdou

Chronique Sportive

B.M. Gondet

Mise en page

Abdouchakour Aladi Nourou

Responsable commercial

Mariam Mhoma

Documentation archiviste

Photographe / Site Web

Mohamed Saïd Hassane

Impression

Graphica Imprimerie

www.lagazettedescomores.com

Tel: 773 91 21/ 322 76 45

JOURNÉE MONDIALE DE L'EAU

«Au jour J, tout le monde participera aux diverses festivités»

World aquatic day = Journée mondiale de l'eau est une journée internationale, instituée par l'Organisation des Nations Unies. Tous les pays, membres de la Fédération Internationale de la Natation (Fina) sont invités à la célébrer. Aux Comores, sous la houlette de la Fédération Comorienne de Natation (Fcn), le samedi 6 et dimanche 7 juillet 2019, la Journée mondiale de l'eau sera célébrée. Cette année, le thème retenu est significatif : « Ne laisser personne de côté ».



Halifa Mlamali, Directeur technique nationale (Dtn) de la Fédération Comorienne de Natation pense que la journée mondiale de l'eau est importante et mérite donc une popularisation. « Si bien commémoré, photos et film à l'appui, l'événement du 6 et 7 juillet prochain, après appréciation de la Fina, pourrait bénéficier d'une vive bienveillance pour encouragement. Nous comptons associer tout le monde au festival, tous âges et sexes confondus ».

Les thèmes varient en fonction des contextes. Ceux retenus pour les cinq dernières éditions, ont fait l'objet d'un choix sage et judicieux. Ils

illustrent la nécessité de sauvegarder nos ressources en eau. En clair, personne ne doit se montrer indifférent de ce combat primordial. Il est l'affaire de tous (voir encadré). L'édition 2019 focalise une vive attention : « Ne laisser personne de côté ». L'accès à l'eau potable est un droit universel et fondamental. Les activités de redynamisation varient en fonction du planning des pays.

Aux Comores, l'événement se déroulera à la piscine du Restaurant Le Cœlacanthes après la parade militaire de la fête nationale du

samedi 6 juillet. Halifa Mlamali développe : « Ce jour-là, à 10h, tous les présidents des fédérations sportives opérationnelles, accompagnés chacun par 10 athlètes, seront invités pour partager l'événement ».

Au menu, concours de plongeon, course-relais de natation par fédération. Des trophées symboliques seront dédiés aux athlètes « performants ». Le Dtn ajoute : « A cette occasion, le président de la Fcn, Farahane Mohamed, donnera une allocution de remerciement et expliquera la nécessité de la nata-

tion pour tout être humain ».

Le lendemain, dimanche 7 juillet, la plage d'Itsandra-Mdjini accueillera tous ceux qui aiment nager, vêtus d'une tenue adaptée à la natation. « Une embarcation motorisée les déposera au large. Et ensemble, ils regagneront la rive. Et parallèlement, toujours sur la plage, des gamins effectueront un concours de dessin. Le thème gravitera autour du logo de la Fina», conclut notre interlocuteur.

Bm Gondet

Editions précédentes :

- 2018 : Eau, la réponse est dans la nature
- 2017 : Pourquoi gaspiller de l'eau
- 2016 : L'humanité a besoin de l'eau
- 2015 : Eau et développement durable
- 2014 : Eau et énergie

Nos points de vente

- Nassib Itsandra
- Nassib volovolo
- Nassib Bacha
- Nassib Kalfane
- Gare du nord
- Chez Kamardine Matelec
- Wadaane coulé
- Hadoudja chez Soroda
- Hadoudja chez Nadi
- Pâtisserie Pain Soleil Magoudjou
- Au paradis du livre
- Mag Mrket
- Station Filling
- Librairie A la Page
- Nouveauté
- Bus Place de France
- Karthala chez Tati
- Magasin Mzé Cheik Gobadjou
- Café de la Médiine Badjanani
- Said Bacar Djomani



COMMUNIQUE DE PRESSE

Lancement de la Campagne de Supplémentation de la Vitamine A et administration des vermifuges chez les enfants de 6 à 59 mois intégrée au dépistage actif de la Malnutrition aigüe aux Comores

Dans le cadre de lutte contre la malnutrition, le Ministère de la Santé avec l'appui de technique et financier de l'UNICEF et de la JICA, organise la quatrième campagne nationale de Supplémentation de la Vitamine A et administration des vermifuges chez les enfants de 6 à 59 mois intégrée au dépistage actif de la Malnutrition aigüe du 27 au 29 juin 2019.

En effet, La malnutrition constitue une cause importante de morbidité et de mortalité chez les enfants de moins de 5 ans aux Comores. Selon l'EDS-MICS 2012, le taux de mortalité infantile et néonatale sont respectivement de 36 pour 1000 et 24 pour 1000. La même source renseigne également que 30% des enfants moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique, 11% de malnutrition aigüe et 15% d'insuffisance pondérale. L'insuffisance pondérale est plus élevée en milieu rural qu'en milieu urbain (17 % contre 12 %). La tendance de l'allaitement maternel exclusif

est en baisse ces dernières années elle est passée de 21% en 2000 et à 12% en 2012.

La carence en vitamine A expose les enfants à un large risque de menaces, incluant les maladies respiratoires, la diarrhée, la rougeole et des problèmes liés à la vue ; elle peut également entraîner la mort.

Conscient de cette situation, le Ministère de la Santé, a ainsi décidé d'organiser une campagne en collaboration avec les Directions Régionales des îles et avec l'appui de l'UNICEF.

L'objectif de cette campagne intégrée est de réduire la morbidité et la mortalité liées à la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans. Elle ciblera 120336 enfants âgés de 6 à 59 mois répartis dans l'ensemble du pays, et sera conduite à cet effet dans les 17 districts du pays et dans tous les villages/localités.

A l'occasion de cette campagne, plusieurs activités de sensibilisation de la population à travers les médias nationaux et communautaires, de formation des agents de santé communautaire, de collecte et de traitement des données se dérouleront à l'échelle nationale. 368 agents de santé communautaires (ASC) sont ainsi formés pour appuyer l'organisation de cette campagne de supplémentation en Vitamine A et d'administration de vermifuge chez les enfants de 6 à 59 mois intégrée au dépistage de la malnutrition aigüe.

Ainsi, les autorités politico-administratives aussi bien au niveau national qu'au niveau insulaire, les maires des communes, les communautés bénéficiaires, la société civile et les partenaires au développement intervenant dans la nutrition sont conviées à faciliter la réalisation de cette campagne pour le bien-être de la population comorienne en général et celui des enfants en particulier.

FOOTBALL : COUPE DES COMORES, PHASE NATIONALE

Face à un Ouragan non impressionnant, Elan valide les tickets pour la finale

La 1ère demi-finale, comptant pour l'édition 2019 de la Coupe des Comores, phase nationale, tenue à Moroni le lundi 24 juin dernier, avait mis face-à-face Elan club à Ouragan. Les locaux se qualifient pour la finale au détriment d'un adversaire, pronostiqué, à tort ou à raison, favori. L'unique but du duel est l'œuvre du buteur maison Câlin Soule Bacar (7e, 1-0), suite à une passe en retrait rasé.



La demi-finale, Coupe des Comores, phase nationale, animée au stade de Moroni a donné son verdict, le lundi 24 juin dernier. Non menaçant, pourtant pronostiqué favori, Ouragan club de Boingoma, vainqueur de la Coupe dans l'île de Djumbe Fatima, n'a pas

su confirmer les pronostics. Face à Elan club de Mitsoudje, vainqueur de la Coupe à Ngazidja, il s'incline.

Le seul but du match est l'œuvre du buteur maison Câlin Soule Bacar (7e, 1-0), suite à un centre en retrait

rasé.

Elan club se qualifie alors à la finale. Mais, même si sa volonté à défendre avec excellence le flambeau régional est manifeste, sa capacité à donner du fil à retordre à l'adversaire et à faire mal n'a pas été convaincante. Ses joueurs, tout comme ceux des autres équipes de Ngazidja, ont eu les muscles quasi engourdis, suite à un marathon de matches, tenus ces derniers temps. « Cette situation organisationnelle malveillante doit servir de leçon à l'instance planificatrice du football de Ngazidja. Après le ramadan, tous les 48 heures, les joueurs s'étaient livrés à des coriaces face-à-face : championnat et coupe, alors qu'à Ndzhouani et à Moili, les Ligues ont terminé les compétitions à temps. Les équipes ont largement de se

reposer et de récupérer », fait observer un membre de l'Union des Clubs de Moroni.

Mitsoudje affrontera le vainqueur entre Fomboni club de Moili et Yakele Sport de Ndzhouani. Cette 2e demi-finale se déroule au moment où nous mettons sous presse, le mardi 25 juin dernier. Revenons à l'engourdissement des jambes des joueurs grands comoriens, clamés par des locaux. Si nous comptabilisons le nombre des équipes opérationnelles dans l'Archipel aux îles de la Lune, nous constaterons qu'en D1, 30 équipes, dont 12 à Ngazidja, 10 à Ndzhouani et 8 à Moili s'affrontent pour la chaque saison sportive. Devinons la suite.

Bm Gondet



Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

APPEL A MANIFESTATION D'INTERET- AVIS DE VACANCE DE POSTE N°: AR/08/19/COM

TITRE DU POSTE: Consultant national en commerce, nutrition et sécurité sanitaire des aliments

UNITÉ ADMINISTRATIVE: FAO MADAGASCAR

Date de publication: 13 JUIN 2019
Date limite de dépôt des candidatures: 27 juin 2019

TYPE DE CONTRAT : PSANAT
LIEU D'AFFECTATION: Moroni-Comores
DUREE: 70 jours WAE

La FAO est favorable à la parité homme-femme et à la diversité géographique et linguistique de son personnel et des consultants internationaux afin de mieux servir ses membres dans toutes les régions.

Les femmes et les ressortissants de pays membres non représentés ou sous-représentés possédant les qualifications requises sont encouragés à présenter leur candidature.

Nous encourageons de même les personnes handicapées à postuler. Toutes les candidatures seront traitées dans la plus stricte confidentialité.

Tâches et responsabilités :

- Soutenir l'organisation d'un atelier inter-régional de lancement de l'appui à la CR3-PRESAN et du TCP/RAF/3707 et soutenir le processus d'élaboration d'un plan de travail sur la promotion du commerce d'aliments nutritifs dans certains PIED au cours de cet atelier
- Appuyer les deux consultants internationaux par la sensibilisation et le plaidoyer dans les pays sur le TCP/RAF/3707 et sur les initiatives d'appui au CR3 de PRESAN
- Faire un plaidoyer en faveur des 2 projets auprès des parties prenantes concernées;
- Impliquer des représentants de différents secteurs, notamment agriculture, commerce et santé/nutrition
- Fournir une assistance à l'expert international spécialisé en commerce, nutrition et de la sécurité sanitaire des aliments sur l'examen et la révision des lois et politiques commerciales visant à intégrer la nutrition;
- Évaluer les demandes spécifiques des pays;
- Piloter et animer le task force créé comprenant les différentes parties prenantes (commerce, agriculture, santé, industrie, service des douanes, association des consommateurs, secteur privé et société civile)
- Mettre en œuvre le plan de travail conjointement avec le task-force et élaborer une feuille de route
- Collecter des informations sur les politiques, lois existants en matière de commerce des produits alimentaires
- Appuyer la révision et la consolidation des lois et politiques commerciales visant à intégrer la nutrition;
- faciliter le processus de consultation entre Etats Membres de la COI et d'apporter l'information et assistance technique nécessaire aux décideurs politiques afin de faciliter l'adoption de ce

règlement. Cette assistance couvre entre autres :

- collecter des données et informations auprès de ministères concernés pour l'analyse des politiques/cadres réglementaires,
- collecter des données sur les politiques et économies agricole dans le pays, tendances commerciales et accords commerciaux
- collecter des données et informations sur la demande des produits ciblés, la situation nutritionnelle et les habitudes alimentaires
- Soutenir l'élaboration de programmes de formation et la fourniture de matériel et d'outils techniques sur la relation entre la nutrition, la sécurité sanitaire des aliments et le commerce;
- Soutenir l'évaluation des besoins en développement des capacités des différentes parties prenantes;
- Soutenir l'organisation de formations sur divers thèmes liés à la nutrition et au commerce pour les parties prenantes concernées en vue de l'intégration de la nutrition dans les lois et réglementations commerciales nationales et régionales et la formulation d'accords commerciaux pour une alimentation saine et nutritive

LES CANDIDATS SERONT ÉVALUÉS CONTRE CE QUI SUIT

Conditions minimales à remplir:

- Diplôme universitaire de niveau master en nutrition, sciences des aliments, agroéconomie, sciences sociales ou dans un domaine apparenté, avec une solide expérience en commerce / des politiques commerciales ou soit diplôme universitaire de niveau master en commerce avec une solide expérience en marketing agroalimentaire
- Un niveau minimum de 4 ans d'expériences professionnelles pertinentes dans le domaine de la nutrition et des systèmes alimentaires, avec composites commerciale

- Bonne connaissance du Français (écrit, parlé, lu)
- Ce poste est réservé aux candidats de nationalité Comorienne.

Compétences générales de la FAO

- Être axé sur les résultats
- Esprit d'équipe
- Communiquer
- Établir des relations constructives.
- Partage des connaissances et amélioration continue

Compétences techniques et fonctionnelles

- Solides compétences analytiques, conceptuelles et de présentation ;
- Une expérience dans au moins deux domaines d'activité, en particulier sur le terrain, est souhaitable.
- Une expérience professionnelle dans plus d'un lieu ou domaine de travail, en particulier sur le terrain, est souhaitable.
- Une bonne connaissance des travaux de la FAO concernant les approches axées sur l'agriculture et les systèmes alimentaires respectueux de la nutrition est souhaitable.
- Capacité à travailler de manière autonome, à résoudre des problèmes, à établir des réseaux efficacement.
- Bonnes compétences interpersonnelles et en communication

Veillez noter que tous les candidats doivent adhérer aux valeurs de la FAO - Engagement envers l'Organisation, Respect de tous et Intégrité et transparence.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

- La FAO ne charge pas de frais à tout moment du processus de recrutement (demande,

entrevue, traitement).

- Les candidatures incomplètes ne seront pas prises en considération. Si vous avez besoin d'aide ou des questions, prière de contacter : iRecruitment@fao.org

- Les demandes reçues après la date limite de dépôt ne seront pas acceptées.

• Seuls les certificats de compétence linguistique délivrés par les prestataires externes agréés par l'ONU et / ou les examens officiels linguistiques de la FAO (LPE, ILE, LRT) seront acceptés comme preuve du niveau de connaissance des langues indiquées dans les applications en ligne.

• Pour d'autres sujets, visitez le site Web de la FAO sur l'emploi: <http://www.fao.org/employment/home/en/>

- Pour plus d'informations sur les catégories, la durée du contrat et les honoraires, veuillez vous reporter à la page Conditions

COMMENT PRÉSENTER SA CANDIDATURE

Pour postuler, visitez le site Web de recrutement de Jobs at FAO et complétez votre profil en ligne. Seules les candidatures reçues via le portail de recrutement seront prises en compte

Les candidats sont invités à joindre une lettre de motivation au profil en ligne

Les postes vacants seront supprimés du portail de recrutement à 23 h 59, heure d'Europe centrale, à la date limite de réception des candidatures. Nous encourageons les candidats à soumettre leur candidature bien avant la date limite.

Si vous avez besoin d'aide ou si vous avez des questions, veuillez contacter: iRecruitment@fao.org

LA FAO EST UN ESPACE NON FUMEUR

PASSAGE DU CYCLONE KENNETH

Le cri de détresse d'Abdou M. Chakour après le passage de Kenneth



Abdou Mohamed Chakour, sinistré de Djomani Mboudé

Après le passage du cyclone Kenneth, certains sinistrés se disent oubliés. C'est le cas d'Abdou Mohamed Chakour, citoyen de Djomani Mboudé qui a regretté l'indifférence de la Société Nationale d'Electricité (Sonelec) vis-à-vis de son désastre. Ce dernier a perdu son équipement électrique lors du passage du cyclone et le 24 mars dernier, ce sinistré dort dans l'obscurité totale et ses enfants sont quotidiennement exposés aux risques d'accident liés à la présence de gros câble électrique situé à l'entrée de sa demeure.

"Le danger est juste à l'entrée de mon domicile. Si un de mes enfants se fait électrocuter, ça sera la faute à SONELEC », s'indigne Abdou Mohamed Chakour, qui, pendant deux mois tente vainement de

convaincre la Société Nationale d'Electricité (Sonelec) de brancher un câble électrique mis à terre par le cyclone Kenneth en mars dernier. Ce sinistré de Djomani Mboudé montre que le 24 mars dernier, le cyclone Kenneth a explosé son équipement électrique domestique et depuis il vit dans le noir. « Le lendemain après le passage du cyclone, je me suis rendu à la direction Régionale de la Sonelec avec le matériel endommagé (compteur et disjoncteur) dans le but d'obtenir une aide urgente. Malgré mon effort, la société est resté jusqu'à lors indifférente de mon malheur », poursuit-il. Selon Abdou Mohamed Chakour, la direction régionale de la Sonelec se chargeait seulement de brancher le câble électrique et le reste de l'équipement endommagé. « Après le cyclone, la Sonelec a sorti une note qui responsabilise à la société pour la réparation unique-

ment des dégâts liés au réseau. Il appartient au client de payer la main d'œuvre en cas de dommage au domicile », dénonce-t-il.

Ce dernier a déclaré à La Gazette des Comores que rien n'est fait à ce jour. « Encore une fois, je suis allé voir la direction régionale et les assistants m'ont dit de remonter ma doléance jusqu'à l'inspection. Mais aucune réponse ne m'a été donnée » déplore-t-il. « La lumière éclaire le village de Djomani mais je dors toujours dans l'obscurité totale et le câble électrique traîne toujours au sol. Ainsi, j'interpelle la direction générale de la Sonelec de trouver une solution à ce problème avant que le malheur ne claque à ma porte. Je crains fortement que mes enfants touchent à ce câble car il sera fatale pour eux », conclut-il.

Kamal Gamal



Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

APPEL A MANIFESTATION D'INTERET- AVIS DE VACANCE DE POSTE N°: AR/13/19/COM

TITRE DU POSTE: NPO (Fonctionnaire National)

UNITÉ ADMINISTRATIVE: FAO MADAGASCAR

Date de publication: 19 JUIN 2019
Date limite de dépôt des candidatures: 28 juin 2019TYPE DE CONTRAT : N1
LIEU D'AFFECTATION: Moroni-Comores
DUREE: 1 an avec possibilité d'extension

La FAO est favorable à la parité homme-femme et à la diversité géographique et linguistique de son personnel et des consultants internationaux afin de mieux servir ses membres dans toutes les régions.

Les femmes et les ressortissants de pays membres non représentés ou sous-représentés possédant les qualifications requises sont encouragés à présenter leur candidature.

Nous encourageons de même les personnes handicapées à postuler. Toutes les candidatures seront traitées dans la plus stricte confidentialité.

Domaine de spécialisation :

Élaboration du programme, coordination et appui opérationnel tenant compte des connaissances pour ce qui concerne les conditions, la culture, la langue et les institutions locales du pays d'affectation

Tâches et responsabilités :

- Le/la titulaire du poste collabore avec le Représentant de la FAO pour assurer la liaison et coopérer avec les autorités gouvernementales et les institutions nationales et internationales dans les domaines d'activité de la FAO dans le pays ainsi que pour entretenir des liens avec d'autres institutions des Nations Unies;

- aide à promouvoir l'image de la FAO en diffusant de l'information sur le mandat, les programmes, les priorités et activités nationales de l'Organisation, y compris la création et la maintenance d'outils de communication (par exemple, sites web, communiqués de presse et publications) et collabore à la mise en œuvre des cadres réglementaires de la FAO (par exemple, Codex Alimentarius, Code de conduite pour une pêche responsable, etc.) dans le pays;

- collecte, regroupe et gère les données nationales sur la production vivrière et végétale, l'élevage, les forêts et les pêches, y compris des informations sur l'aide extérieure dans les systèmes de la FAO et prend part au suivi des changements dans les politiques nationales affectant le secteur agricole;

- aide à la production de documents techniques, de documents économiques et d'études sur les politiques ainsi qu'à l'élaboration de cadres de développement au niveau des pays, par exemple les cadres de programmation par pays et le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD);

- participe à l'identification, à la formulation et à la préparation de propositions de programmes et projets; suit et analyse l'état d'avancement de la mise en œuvre du programme ou projet afin de

garantir que toutes les activités opérationnelles sont réalisées conformément au plan de travail et au document de projet; si nécessaire, propose des mesures correctives afin de surmonter les contraintes opérationnelles;

- met au courant, forme et encadre les membres du personnel de niveau inférieur affectés au programme concernant tous les aspects du travail; veille au respect des procédures et des exigences des tâches ainsi qu'à la précision et à la diligence du travail accompli;

- s'acquitte d'autres tâches connexes selon les besoins.

LES CANDIDATS SERONT ÉVALUÉS CONTRE CE QUI SUIT**Qualifications techniques**

- Une expérience dans au moins deux lieux d'affectation ou domaines d'activité, en particulier sur le terrain, est souhaitable

- Étendue et pertinence de l'expérience de l'élaboration et de la gestion des programmes et projets

- Compréhension avérée de l'objectif et des fonctions du programme technique, des directives opérationnelles et des procédures de gestion des projets et programmes, de préférence celles adoptées par les Nations Unies ou la FAO

- Étendue et pertinence de l'expérience de l'analyse des politiques en lien avec la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'agriculture et le développement rural OU étendue et pertinence de l'expérience de la collecte de données nationales sur la production vivrière et végétale, l'élevage, les forêts et les pêches

- Étendue et pertinence de l'expérience de l'identification, de la formulation et de la préparation de propositions de programmes et projets ainsi que de la mise en œuvre, du suivi et de la révision des programmes et projets

Informations Générales

• Les assistants de représentant de la FAO se verront proposer, pour la ou les périodes que

l'Organisation fixera, un contrat de durée déterminée dont la date d'échéance sera indiquée dans la lettre de nomination ou la lettre de prolongation. En tout état de cause, la durée totale de service ne pourra dépasser cinq ans. Les nominations, y compris les prolongations, ne préjugent en rien du renouvellement du contrat ni de sa conversion en un autre type de nomination. Les titulaires peuvent néanmoins se porter candidat à d'autres postes au sein de l'Organisation.

• Les fonctionnaires appartenant à cette catégorie sont recrutés localement et sont rémunérés selon un barème des traitements local. Les barèmes des traitements sont revus périodiquement sur la base d'enquêtes détaillées sur les conditions d'emploi les plus favorables en vigueur dans la localité.

• La FAO se réserve le droit de laisser le poste vacant, de procéder à un engagement à un rang inférieur ou de procéder à un engagement sur la base d'une définition d'emploi modifiée.

Conditions minimales à remplir:

- Être ressortissant du pays d'affectation
- Diplôme universitaire en agriculture, économie agricole, sciences forestières, sciences halieutiques, ou dans un domaine en rapport avec les activités de l'Organisation et

- Un an d'expérience pertinente du développement agricole et/ou de l'exécution de projets dans l'un des domaines d'activité de la FAO dans le pays;

- Niveau C de la langue officielle utilisée par la FAO pour communiquer avec le pays (anglais, espagnol, français, arabe, chinois ou russe)

- Connaissance courante de la langue locale (si autre qu'anglais, espagnol, français, arabe, chinois ou russe)

Veillez noter que tous les candidats doivent adhérer aux valeurs de la FAO - Engagement envers l'Organisation, Respect de tous et Intégrité et transparence.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

• La FAO ne charge pas de frais à tout moment du processus de recrutement (demande, entrevue, traitement).

• Les candidatures incomplètes ne seront pas prises en considération. Si vous avez besoin d'aide ou des questions, prière de contacter : iRecruitment@fao.org

• Les demandes reçues après la date limite de dépôt ne seront pas acceptées.

• Seuls les certificats de compétence linguistique délivrés par les prestataires externes agréés par l'ONU et / ou les examens officiels linguistiques de la FAO (LPE, ILE, LRT) seront acceptés comme preuve du niveau de connaissance des langues indiquées dans les applications en ligne.

• Pour d'autres sujets, visitez le site Web de la FAO sur l'emploi: <http://www.fao.org/employment/home/en/>

• Pour plus d'informations sur les catégories, la durée du contrat et les honoraires, veuillez vous reporter à la page Conditions

COMMENT PRÉSENTER SA CANDIDATURE

Pour postuler, visitez le site Web de recrutement de Jobs at FAO et complétez votre profil en ligne. Seules les candidatures reçues via le portail de recrutement seront prises en compte

Les candidats sont invités à joindre une lettre de motivation au profil en ligne

Les postes vacants seront supprimés du portail de recrutement à 23 h 59, heure d'Europe centrale, à la date limite de réception des candidatures. Nous encourageons les candidats à soumettre leur candidature bien avant la date limite.

Si vous avez besoin d'aide ou si vous avez des questions, veuillez contacter: iRecruitment@fao.org

LA FAO EST UN ESPACE NON FUMEUR